

Direction des Routes et des Ports  
Service Maîtrise d'Ouvrage  
Pôle Foncier Procédures & Domaine Public

**PORT DE CARRO**  
**ACTIVITE DE COMMERCE SAISONNIERE**  
***LOCATION DE BATEAUX***

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE**  
**DU DOMAINE PUBLIC MARITIME**  
**2025/XXXX**

**VU** le Code des Transports ;

**VU** l'ensemble des textes relatifs au transfert de compétence au profit des collectivités locales en matière de ports maritimes ;

**VU** le règlement particulier de police du port de Carro en date du 18 novembre 2009 ;

**VU** le Règlement d'attribution d'emplacements à flot dans les ports en date du 15 janvier 2015 ;

**VU** le Conseil Portuaire du Port de Carro du XXXX ;

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du XXXX 2024 relative à la révision de la tarification à appliquer en matière de ports ;

**VU** l'article L.2122-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**VU** l'appel à candidatures pour l'occupation saisonnière à caractère économique du domaine public maritime mis en publicité du XXXX au XXXX 2024,

**VU** l'analyse des candidatures et la notification de Monsieur le Délégué aux ports en date du XXXXX au candidat retenu,

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**  
**DES BOUCHES-DU-RHONE**  
**ci-après désignée « le Département »**

**AUTORISE :**

**Monsieur Madame** **représentant et gérant de la**  
**société XXXXX**  
**demeurant : XXXXX**  
**ci-après désignée « le bénéficiaire »**

## **ARTICLE 1. OBJET DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation consentie à XXXXX a pour objet, la mise à disposition de **six postes à flot** n° XXX afin d'exercer **une activité de location de bateaux**. Le bénéficiaire est tenu au respect de l'ensemble du règlement particulier de police du port.

## **ARTICLE 2. NATURE DE L'OCCUPATION**

L'autorisation est accordée pour une occupation à caractère de commerce.

## **ARTICLE 3. USAGE DE L'OCCUPATION**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper une surface de XXXX m<sup>2</sup> sur le plan d'eau du port de Carro afin d'y amarrer les bateaux suivants à leur mouillage correspondant :

<b>Nom des bateaux</b>	<b>Immatriculation</b>	<b>Longueur</b>	<b>Largeur</b>

La superficie totale occupée (pare-battages compris) est de XXXX m<sup>2</sup> de surface de plan d'eau.

Ces mouillages sont situés dans la zone mixte, quai du vent large.

Ces mouillages ne peuvent être affectés par le bénéficiaire, à aucun autre usage que celui désigné ci-dessus. Les postes attribués ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une sous-location.

Le périmètre des emplacements à flot occupés est défini et arrêté sur les lieux par un agent du Département.

## **ARTICLE 4. DUREE DE L'OCCUPATION**

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable du 1<sup>er</sup> mai 2025 au 31 octobre XXXX.

Le bénéficiaire est autorisé à utiliser les postes à flot dans le cadre de son activité, du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre de chaque année de 2025 à XXXX.

## **ARTICLE 5. DOCUMENTS REGLEMENTAIRES A TRANSMETTRE ANNUELLEMENT**

Le bénéficiaire devra impérativement présenter à l'autorité gestionnaire au mois de janvier de chaque année, la copie des documents réglementaires suivants :

- Carnet de circulation délivrée par le service des douanes ;

- Extrait du Kbis datant de moins de 3 mois et des statuts de la société exploitante signés et à jour ;
- Attestation d'assurance en cours de validité (cf.: article 6 du présent document).

En l'absence de présentation des pièces demandées, le Département procédera au retrait de cette autorisation d'occupation temporaire. Ce retrait n'ouvrant aucun droit à indemnité de la part du Département.

## ***ARTICLE 6. PENALITES DE RETARD DANS LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS***

En cas de retard dans la production de pièces justificatives, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental votée chaque année relative à la tarification à appliquer en matière de ports, une pénalité égale à 20 % de la redevance HT d'occupation de l'année précédente sera appliquée.

## ***ARTICLE 7 RESPONSABILITES***

Le titulaire de la présente autorisation conserve l'entière responsabilité des dommages ou accidents qui pourraient être occasionnés à des tiers du fait de l'exploitation des installations. A cet effet, le bénéficiaire doit justifier d'une assurance couvrant sa responsabilité au moins pour les risques suivants :

- Dommages causés aux ouvrages du port ;
- Renflouement et enlèvement de(s) l'épave(s) en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès ;
- Dommages causés aux tiers à l'intérieur du port ;
- Dommages causés par atteinte au plan d'eau par pollution de l'eau.

## ***ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE : CHANGEMENT DE NAVIRE ET VENTE DE LA SOCIÉTÉ.***

L'occupant est tenu d'utiliser les emplacements attribués pour les seuls bateaux définis au présent contrat et pour l'activité déterminée dans le cadre de la mise en concurrence. Tout autre stationnement de bateau, toute autre activité exercée ou toute utilisation ou tentative d'utilisation des emplacements, comme support à une activité non strictement conforme à la présente autorisation seront considérés comme une faute susceptible d'engager une résiliation sans indemnité.

Conformément à l'article 10.4 du règlement départemental d'attribution d'emplacements à flot dans les ports, sous peine de perdre le bénéfice du poste à flot, chaque changement de bateau doit faire l'objet :

- D'une demande écrite adressée au service Maîtrise d'Ouvrage du Département, précisant les caractéristiques du nouveau bateau dont le stationnement est envisagé; et après validation des mesures exactes hors tout du nouveau bateau par les agents du Département ;
- D'un accord préalable écrit du Département ;
- Du respect des prescriptions de l'autorisation d'occupation temporaire et du règlement particulier de police du port en ce qui concerne les caractéristiques du nouveau navire.

En outre, conformément à l'article 11.2 du règlement départemental d'attribution d'emplacements à flot dans les ports, l'exploitant de la société est tenu de déclarer préalablement au Département son intention de cession de la société. Le poste d'accostage concerné ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un transfert de droit de jouissance de la part du titulaire, au profit d'une nouvelle société, d'un nouvel associé extérieur à la société qui ne pourra se prévaloir d'aucun droit acquis.

Les cessions de titres, les changements de gouvernance ou les opérations sur le capital n'ayant pas d'impact sur les conditions de l'appel à candidature initial sont autorisées sous réserve de l'accord préalable et exprès du Département.

## ***ARTICLE 9. GARDIENNAGE***

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'assurer le gardiennage de ses bateaux en stationnement sur le plan d'eau, et de faire surveiller leurs amarrages.

Conformément à l'article 6 du règlement particulier de police du port, tout navire séjournant dans le port doit être maintenu en bon état d'entretien, de navigabilité et de sécurité.

Si l'Autorité Portuaire constate qu'un bateau, est à l'état d'abandon, coulé ou dans un état tel qu'il risque de couler ou de causer des dommages aux personnes, navires et ouvrages environnants, elle met en demeure le propriétaire de mettre fin à cet état de fait. Si le nécessaire n'a pas été réalisé dans le délai imparti, il est procédé d'office à la mise au sec du navire et à sa démolition aux frais, risques et périls du propriétaire. Dans ce cas, l'utilisateur perd le bénéfice de l'occupation du poste à flot qui revient, le cas échéant, au Département.

## ***ARTICLE 10. UTILISATION DES INSTALLATIONS***

Les travaux de tous types (entretiens, modifications, réparations...etc) devront faire l'objet d'une demande préalable écrite adressée au Département.

Toute création d'installation nouvelle sur l'espace autorisé doit faire l'objet d'une autorisation explicite et préalable du Département, qui en précise les modalités de réalisation.

Après l'exécution de travaux, le récolement de l'emplacement occupé est dressé par un agent du Département. Un procès-verbal de cette opération est dressé pour compléter l'acte d'autorisation délivré.

Si le bénéficiaire dépassait les limites de l'autorisation qui lui est consentie, il serait passible de pénalités édictées par les règlements de Grande Voirie pour les occupations illicites du Domaine Public.

Les emplacements sont, ainsi que leurs abords, constamment maintenus en parfait état d'entretien et de propreté et ne peuvent être utilisés pour la publicité.

## ***ARTICLE 11. REDEVANCE***

La présente autorisation est consentie au bénéficiaire moyennant le paiement d'une redevance, auprès de Monsieur le Payeur Départemental, dès réception du titre de paiement, et dans les délais prévus imposés par la Paierie Départementale.

Cette redevance s'élève, suivant la superficie occupée, à XX,XX *euros selon* la décomposition suivante :

• TARIF 2025 APPLICABLE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025 :

	Surface occupée	Tarif €/H.T./m²/an	Redevance du 1 <sup>er</sup> mai au 31 octobre
Plan d'eau	m²	XX,XX €	: 12 x 6
TOTAL H.T.			
TOTAL T.V.A (20.00%)			
TOTAL A PAYER € T.T.C			

Le fait de renoncer à l'autorisation d'occupation du poste d'amarrage et de le libérer avant le terme de l'autorisation ne donne pas droit au remboursement par le Département, de la période saisonnière en cours non utilisée.

La redevance annuelle pour les exercices suivants sera exigée selon la tarification applicable.

## **ARTICLE 12. DEFAUT DE PAIEMENT**

En cas de défaut de paiement, le bénéficiaire voit son autorisation résiliée de plein droit. Dans cette hypothèse, il sera exigé par notification, le départ immédiat du bateau.

## **ARTICLE 13. IMPOTS ET TAXES**

Le bénéficiaire de la présente autorisation doit seul supporter la charge de tous les impôts, taxes et contributions auquel pourraient être éventuellement assujetties les installations.

## **ARTICLE 14. INTERDICTION DE TRANSFERT**

La présente autorisation étant rigoureusement personnelle, le bénéficiaire ne peut, sous peine de retrait, céder sous quelque forme que ce soit, ces installations à un tiers.

## **ARTICLE 15. REVOCATION**

La présente autorisation étant précaire et révocable sans indemnité, le bénéficiaire doit, à la première réquisition de l'autorité gestionnaire, évacuer les lieux après les avoir remis dans leur état primitif. La révocation est prononcée un mois après la signification. Le bénéficiaire doit alors libérer les espaces autorisés et les restituer dans leur état primitif.

## ***ARTICLE 16. RESILIATION DU FAIT DU BENEFICIAIRE***

La présente autorisation sera résiliée de plein droit et le bénéficiaire expulsé, ainsi que tout occupant :

- En cas d'inexécution de l'une des charges et conditions incombant à XXXX un mois après une mise en demeure d'exécuter demeurée sans effet,
- En cas d'infraction dans l'exploitation à l'une des prescriptions administratives en vigueur,
- En cas de constat par les agents du port du recours abusif, à la mise en marche des moteurs de navires amarrés aux quais ainsi que la pratique du racolage intempestif sur le domaine portuaire,
- En cas de cessation des activités,
- En cas de liquidation ou règlement judiciaire, comme en cas de déconfiture du bénéficiaire.

En cas de résiliation, le bénéficiaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la résiliation pour libérer les espaces autorisés.

## ***ARTICLE 17. ABSENCE D'INDEMNISATION***

En fin d'autorisation et dans l'hypothèse où la remise des lieux en l'état primitif ne serait pas exigée par l'autorité gestionnaire, les installations effectuées sur le Domaine Public restent, sans indemnité, la propriété du Département.

## ***ARTICLE 18. CONTROLES***

Les agents de l'autorité gestionnaire du port auront le droit, pendant tout le temps de l'occupation, de visiter l'emplacement occupé, de monter sur le bateau et de contrôler l'exécution de toutes les clauses et conditions de la présente autorisation, ainsi que l'accomplissement des prescriptions administratives et réglementaires.

En outre le bénéficiaire est tenu de se conformer à toutes les prescriptions particulières qui pourraient lui être données par les agents du service maîtrise d'ouvrage du Département des Bouches-du-Rhône.

## ***ARTICLE 19. RESPONSABILITES DU DEPARTEMENT***

L'autorité portuaire assure l'installation, le contrôle et le suivi des chaînes mères et des chaînes filles présentes dans le port.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être engagée pour les dégâts, vols ou dégradations dont pourraient faire l'objet de la part de tiers, les bateaux amarrés au poste attribué au bénéficiaire.

## ***ARTICLE 20. DROITS DES TIERS***

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Fait à Marseille, le

**Pour la Présidente du Conseil Départemental et par Délégation**

**Le Directeur des Routes et des Ports**

**Frédéric CAUVIN**